



iisd | Reporting Services

Bulletin de la Conférence internationale sur la nutrition

Compte-rendu de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2)

Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)

EN LIGNE SUR [HTTP://WWW.IISD.CA/FAO/NUTRITION/ICN2/](http://www.iisd.ca/FAO/NUTRITION/ICN2/)
VOLUME 226, NUMÉRO 1, LUNDI, 24 NOVEMBRE 2014

RÉSUMÉ DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION: 19-21 NOVEMBRE 2014

La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) s'est déroulée au siège de la FAO, à Rome, en Italie, du 19 au 21 novembre 2014. Tenue sous le thème, « nutrition meilleure, vie meilleure », la conférence était organisée conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Elle visait à traiter les questions et défis mondiaux de la nutrition, à proposer un cadre politique souple permettant de relever les défis posés à la nutrition et à déterminer les priorités pour le renforcement de la coopération internationale dans le domaine de la nutrition.

La CIN2 a réuni plus de 2200 participants, dont, des décideurs politiques nationaux de haut niveau des ministères de l'agriculture, de la santé et d'autres ministères et organismes concernés, des représentants des institutions des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales, de la société civile et, notamment, des organisations non gouvernementales et des chercheurs, des organisations paysannes, des universitaires du secteur privé et des médias.

La conférence a examiné les progrès accomplis dans l'amélioration de la nutrition depuis la première Conférence internationale sur la nutrition (CIN1) en 1992 et, notamment, les réalisations au niveau des pays dans le domaine de l'élévation des niveaux de nutrition, à travers des interventions de nutrition directes et des politiques et programmes d'amélioration de la nutrition. Elle s'est également penchée sur les nouveaux défis à relever et les nouvelles opportunités offertes pour l'amélioration de la nutrition, à la fois, par les évolutions survenues dans l'économie mondiale, ainsi que dans l'environnement et dans les systèmes alimentaires, et par les progrès de la science et de la technologie. La CIN2 a déterminé des choix stratégiques pour l'amélioration de la nutrition, et a cherché à s'appuyer sur les initiatives et processus politiques mondiaux en cours, en vue d'apporter sa contribution au programme de développement pour l'après 2015.

La CIN2 a approuvé un document politique, la Déclaration de Rome sur la nutrition, et un Cadre d'action technique d'accompagnement pour guider la mise en application de la Déclaration. Le Cadre d'action fournit une liste de 60 recommandations politiques et stratégiques à l'usage des gouvernements, appelés à agir de concert avec les diverses parties prenantes.

Le résultat de la CIN2 contribuera à l'appel du Secrétaire général des Nations Unies à la cohérence des politiques aux niveaux mondial, régional, national et sous-national, et à des partenariats mondiaux pour le développement, à tous les



Sa Sainteté le Pape Francis

niveaux. Il contribuera aussi à la réalisation du « défi zéro famine », l'appel lancé par le Secrétaire général de l'ONU aux dirigeants mondiaux, au Sommet de Rio+20.

La CIN2 s'est déroulée dans des séances plénières dans lesquelles, durant le débat général, les participants ont entendu des allocutions présentées, entre autres, par Sa Sainteté le Pape Francis et la Reine Letizia d'Espagne. Les ministres et chefs de délégation et les représentants des institutions des Nations Unies, des organisations internationales et régionales, de la société civile et du secteur privé y ont également présenté des déclarations.

Une série de tables rondes a également été tenue. La table ronde 1 a traité le thème de la nutrition dans le programme de développement pour l'après 2015. La table ronde 2 a abordé le thème de l'amélioration de la cohérence des politiques de nutrition, qui a englobé des discussions de groupe sur la cohérence entre les politiques économiques et l'évolution

DANS CE NUMÉRO

Bref historique de la CIN	2
Compte-rendu de la CIN2	3
Brève analyse de la CIN2	14
Réunions à venir	15
Glossaire	16

Le *Bulletin de la Conférence internationale sur la nutrition* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Bo-Alex Fredvik, Leila Mead, et Liz Willetts. Édition numérique: Angeles Estrada. Version française: Mongi Gadhoun - Correctrice: Myriam Gadhoun. Révision: Tamilola Akanle Eni-ibukun, Ph.D. <tamilola@iisd.org>. Le Directeur du Service de l'information de l'IIDD est Langston James « Kimo » Goree VI <kimo@iisd.org>. L'IIDD peut être contactée au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises aux listes de distribution courriel (en format HTML et PDF) et peuvent être consultées sur le serveur internet Linkages à l'adresse <<http://www.iisd.ca/>>. Pour plus de renseignements sur le *Bulletin*, y compris pour toute demande de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service de l'information à l'adresse <kimo@iisd.org>, +1-646-536-7556 ou 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

vers des régimes alimentaires sains, sur la cohérence des politiques devant mener à une agriculture sensible à la nutrition et sur l'état et les perspectives de la nutrition dans tous les secteurs. La table ronde 3 a examiné le thème de la gouvernance et de l'imputabilité dans le domaine de la nutrition.

De nombreuses manifestations organisées en marge de la conférence ont également eu lieu et ont porté, notamment sur: les cibles à atteindre et la reddition de comptes par rapport à la question de la nutrition et au programme de développement pour l'après 2015; le Rapport mondial sur l'état de la Nutrition et l'Indicateur mondial de la faim; le traitement du surpoids et de l'obésité; et l'édition 2015 de l'Expo Milano.

Des manifestations pré-sessions ont également été organisées: une manifestation de la société civile, les 17-18 novembre; et des manifestations des parlementaires et du secteur privé, le 18 novembre.

BREF HISTORIQUE DE LA CIN

Au cours des 22 années qui se sont déroulées depuis la CN1 tenue à Rome en 1992, l'économie mondiale, les régimes alimentaires et l'état nutritionnel des populations ont nettement changé. Bien que l'état nutritionnel global de la population mondiale se soit amélioré depuis la CIN1, avec les millions de personnes sorties de la pauvreté et de la faim et bien que davantage d'êtres humains mangent mieux, répondent mieux à leurs besoins nutritionnels et vivent plus longtemps, grâce à l'amélioration de l'eau et de l'assainissement, des services de santé et grâce la hausse des revenus, ce n'est pas tout le monde qui en a bénéficié. Les avancées dans la lutte contre la faim et la dénutrition ont été lentes et inégales, et bien que le nombre de personnes souffrant de la faim ait diminué par rapport au chiffre de plus d'un milliard en 1992, près de 805 millions de personnes restent sous-alimentées et deux milliards de personnes souffrent encore de carences en micronutriments. De nombreux pays sont, par ailleurs, confrontés à des problèmes croissants de surpoids et d'obésité, et l'incidence de maladies non-transmissibles (MNT) liées à l'alimentation, telles que les maladies cardiovasculaires, le diabète et certaines formes de cancers, est en augmentation dans le monde.

À la leur de cela, il a été jugé nécessaire d'adopter un nouveau cadre pour des politiques plus adaptées et des réponses plus appropriées, permettant de maintenir la nutrition en tête des programmes de développement internationaux et nationaux. Une série de sessions préparatoires ont été organisées dans le cadre des préparatifs de la CIN2, pour réunir experts et parties prenantes issus des domaines de la santé et de l'agriculture. Sept réunions préparatoires régionales et sous-régionales devaient ainsi être tenues entre mai 2011 à mars 2013. Elles ont abouti à l'élaboration de documents techniques et d'études de cas visant à déterminer les bonnes pratiques et à dégager des enseignements en vue d'améliorer la nutrition. La 38^e Conférence de la FAO, tenue en juin 2013, a appuyé la convocation de la CIN2, et a décidé l'organisation d'une réunion technique préparatoire du 13 au 15 novembre 2013. Un secrétariat conjoint de la CIN2, composé de membres des personnels de l'OMS et de la FAO, a été créé, le Conseil de la FAO lui demandant d'élaborer une feuille de route pour un processus intergouvernemental de concertations avec la société civile et le secteur privé, et d'encourager l'élaboration d'un projet de document final pour la CIN2.

En janvier 2014, la 134^e session du Conseil exécutif de l'OMS a appelé les directeurs généraux de l'OMS et de la FAO à mettre en place un groupe de travail mixte (GTM) pour la préparation des documents finaux, et l'exploration de la possibilité de convoquer un groupe de travail à composition non limitée (GTCNL) pour les finaliser.

Le GTM, qui était composé de représentants des sept groupes régionaux de la FAO et des six régions de l'OMS, a, au cours de plusieurs réunions tenues par vidéoconférence, entre mars et septembre 2014, élaboré un projet de document politique et un cadre d'action y afférent.

Après les réunions du GTM, une réunion du GTCNL, en face-à-face, devait avoir lieu, en deux parties: à Genève, les 22 et 23 Septembre 2014, et à Rome du 10 au 12 octobre 2014. À l'issue de cette réunion en deux parties, les négociations ont abouti à la Déclaration de Rome sur la nutrition et au Cadre d'action y afférent, qui ont été adoptés et transmis à la CIN2.

Toutes les parties prenantes, y compris la société civile, les organisations de recherche, les milieux universitaires et les organismes du secteur privé, ont été consultées sur les documents, à travers des consultations publiques sur le Web.

Dialogues sur la nutrition: Dans le cheminement vers la CIN2, trois débats publics ont été également organisés et conçus pour sensibiliser et stimuler l'échange autour des questions de nutrition. Tenus sous le thème « Communiquer pour inspirer le changement: Dialogues sur la nutrition », ces débats ont eu lieu au siège de la FAO, à Rome. Le premier dialogue, organisé le 14 octobre 2014, a réuni des représentants de la société civile et du secteur privé pour un échange sur l'importance d'établir des partenariats efficaces pour relever le défi consistant à assurer une nutrition adéquate à la population mondiale.

Le deuxième dialogue a eu lieu le 22 octobre 2014 et a porté sur l'expérience et la perspective des pays BRICAS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition. Le troisième dialogue a été tenu le 30 octobre 2014 et a porté sur l'expérience et les perspectives des pays membres du G-77/Chine.

Les manifestations pré-session: Une manifestation de la société civile, qui s'est déroulée les 17 et 18 novembre 2014, a été, pour les organisations de la société civile, travaillant sur les questions alimentaires et nutritionnelles, l'occasion: d'évaluer les processus et les documents du résultat final pour la CIN2; de discuter et de s'entendre sur une déclaration à transmettre oralement à la plénière de la CIN2; et à examiner des mécanismes de suivi des décisions de la CIN2, permettant de s'assurer de la reddition de comptes.

Une manifestation du secteur privé, organisée le 18 novembre 2014, a fourni aux membres du secteur privé, un espace pour discuter et pour s'accorder sur une position commune à livrer à la CIN2. Une manifestation des parlementaires a été tenue, également, le 18 novembre 2014, sous le thème « Parlements pour une meilleure nutrition ». Organisée par l'Union interparlementaire (UIP), cette manifestation a été axée sur l'engagement des parlementaires, appelés à s'assurer de la mise en place des outils législatifs nécessaires relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et à faciliter la mise en application, au niveau des pays, des engagements politiques pris dans le cadre de la Déclaration de Rome.

Des ateliers des médias régionaux ont également été organisés: à Accra, au Ghana; à Bangkok, en Thaïlande; et au Caire, en Egypte.



G-D: Margaret Chan, directrice générale de l'OMS, et Ignazio Marino, maire de Rome

RAPPORT DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION

LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) s'est ouverte, mercredi matin, 19 novembre 2014. Gianni Ghisi, ambassadeur et représentant permanent de l'Italie auprès de la FAO, a lu une déclaration au nom de Giorgio Napolitano, président de l'Italie, dans laquelle il a exprimé l'espoir de voir la CIN2 et l'édition 2015 de l'Exposition universelle de Milan (Expo Milano 2015), dédiées à la nutrition et au développement durable, contribuer concrètement à la mobilisation internationale contre le fléau de la faim et de la malnutrition.

Paolo Gentiloni, ministre italien des affaires étrangères et de la coopération internationale, a souligné l'importance d'une vision axée sur l'être humain, et englobant tous les aspects de la nutrition, qui doivent intégrer des politiques de lutte contre le changement climatique, les pandémies et les crises internationales, et de renforcement de l'autonomisation des femmes.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, a déclaré, via un message vidéo, que depuis le Défi zéro famine, plus de 100 pays se sont engagés à éliminer la faim, d'ici 2025.

Margaret Chan, directrice générale de l'OMS, a exhorté les pays à faire des politiques environnementales, une partie intégrante des discussions de la CIN2, et a averti que les problèmes d'obésité sont en train d'augmenter considérablement les coûts des soins de santé. Elle a appelé l'industrie alimentaire à produire des aliments plus sains et à cesser de vendre de la nourriture pratique malsaine. Elle a annoncé que l'édition 2015 de la Journée mondiale de la Santé allait être axée sur la sécurité alimentaire.

José Graziano da Silva, directeur général de la FAO, a souligné qu'alors que la faim reste un problème important, le monde se trouve également confronté aux défis émergents de l'obésité et du double fardeau de la nutrition. Il a indiqué qu'avoir assez de nourriture pour que tout le monde puisse manger correctement, n'est pas avoir une alimentation saine, et a souligné la nécessité de « rendre les systèmes alimentaires plus sains », de la production à la consommation. Il a souhaité voir annoncées à la CIN2, des cibles à atteindre, qui vont au-delà de ce qui a déjà été convenu.



José Graziano da Silva, directeur général de la FAO

Ignazio Marino, maire de Rome, a souligné l'importance de l'agriculture familiale et du rôle des petites exploitations familiales, notant qu'elles soutiennent l'agriculture durable et la biodiversité locale et la réduction de la faim.

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE

ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS:

Le ministre italien des affaires étrangères, Paolo Gentiloni, a été élu par acclamation, au poste de président de la CIN2. Ont été élus comme vice-présidents de la CIN2: pour l'Afrique, Pinkie Manamolele, ministre de la santé publique, Lesotho; pour l'Asie, Rajata Rajatanavin, ministre de la santé publique, Thaïlande; pour le Groupe des Etats d'Amérique latine et Caraïbes (GRULAC), Germán Rafael González Díaz, Secrétaire d'Etat chargé de la sécurité alimentaire et de la nutrition, Guatemala; pour le Proche-Orient, Ahmed Al-Bakri, sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture, Oman; pour l'Amérique du Nord, Lois Brown, secrétaire parlementaire près du ministre du développement international et de la Francophonie, Canada; et pour le Sud-Ouest Pacifique, Ropati Le Mamea, ministre de l'agriculture, Samoa.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER DES TRAVAUX:

Les délégués ont ensuite adopté l'ordre du jour et le calendrier de la conférence (CIN2 2014/1_Rev.1 et ICN2 2014 /INF/1 Rev.1).

ÉLECTION DES PRÉSIDENTS DES TABLES

Les délégués ont élu les coprésidents des tables rondes, comme suit: pour la table ronde 1, Charles McClain, vice-ministre chargé de l'agriculture, Libéria, et Anne Peniston, agence américaine pour le développement international (USAID); pour la table ronde 2, Igor Radziewicz-Winnicki, secrétaire d'Etat, ministère de la santé, Pologne, et Tito Pizzaro, ministère de la santé, Chili; et, pour la table ronde 3, Louis Lahoud, directeur général, ministère de l'agriculture, Liban, et Hans Brattskar, vice-ministre des affaires étrangères, Norvège.

ADOPTION DES DOCUMENTS FINAUX DE LA CONFÉRENCE:

Le président Gentiloni devait ensuite présenter la Déclaration de Rome sur la nutrition (ICN2 2014/2) et le Cadre d'action relatif à la nutrition (ICN2 2014/3 Corr.1), qui ont été adoptés par acclamation. Tout en se félicitant de l'adoption des documents finaux, le Canada, les Etats-Unis et l'Algérie ont indiqué qu'ils entendaient soumettre des notes explicatives à inclure dans le rapport de la CIN2.

LE DÉBAT GÉNÉRAL

MERCREDI 19 NOVEMBRE: Au cours du débat général, les participants ont accueilli avec satisfaction l'adoption de la Déclaration de Rome sur la nutrition et du Cadre d'action. Ils ont mis en exergue les problèmes touchant, entre autres, à l'obésité et aux MNT liées à l'alimentation, ainsi que le défi de l'intégration dans le programme de développement pour l'après-2015 et l'importance des rôles des petits agriculteurs et des femmes dans les systèmes de production alimentaire.

Le Champion de la nutrition de l'Union africaine (UA), le roi Letsie III, Lesotho, a parlé des fardeaux multiples de la malnutrition en Afrique, y compris le retard de croissance, les carences en micronutriments, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation. Il a signalé que les dirigeants africains ont proclamé 2014 « Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle »; qu'ils ont renouvelé leur engagement en faveur du Programme africain pour le développement intégré de l'agriculture; et qu'ils ont adopté une position africaine commune à l'égard du programme de développement pour l'après 2015.

Mohamed Gharib Bilal, vice-président, Tanzanie, a souligné que malgré les engagements pris en faveur de la nutrition, à la CIN1 en 1992, les réalisations à l'échelle mondiale, restent insuffisantes.

La princesse Haya bint Al Hussein de Jordanie, sheikha de Dubaï et messagère de la paix des Nations Unies, a donné un aperçu de son travail dans le cadre de la lutte contre la faim, et a parlé de sa rencontre avec une femme « qui n'avait pas nommé la petite fille qu'elle venait d'avoir, parce qu'elle savait qu'elle allait mourir de malnutrition ». Elle a encouragé les Etats à dépenser pour la nutrition autant qu'ils le font pour les armes.



Princesse Haya bint Al Hussein de Jordanie

L'Italie, parlant au nom de l'Union européenne (UE), a appelé les gouvernements nationaux à assumer la responsabilité de mettre en œuvre des politiques nutritionnelles et a appelé les pays bénéficiaires à intégrer la nutrition dans leurs plans de développement nationaux. La représentante a encouragé aussi l'intégration: de systèmes alimentaires durables sensibles à la nutrition, dans les politiques de la FAO; et de la nutrition dans le programme de développement pour l'après 2015. S'exprimant au nom de l'Italie, elle a déclaré que la malnutrition affectait aussi les pays industrialisés et que ce problème devait être traité dans le cadre des politiques de santé nationales.

Le délégué du Brésil a attiré l'attention sur la stratégie zéro famine adoptée par son pays et sur l'engagement présidentiel de 2011 à l'éradication de la pauvreté, dont le succès, a-t-il indiqué, dépendait de la forte participation de la société civile, de la transparence et de la reddition de comptes.

Le Yémen a souligné que les préoccupations de sécurité influencent la malnutrition et que la lutte contre la malnutrition est onéreuse. Le délégué des Pays-Bas a souligné le rôle des agriculteurs dans la sécurité alimentaire et la nutrition, et a mis en relief: l'investissement dans les agriculteurs en vue d'accroître la productivité, les profits et la qualité; l'importance de la lutte contre le changement climatique; et la nécessité de réduire les pertes et déchets de produits alimentaires.

Le Timor-Leste a décrit son plan d'action national visant à éradiquer la faim et sa politique nationale en matière de sécurité alimentaire. Kanayo F. Nwanze, président du Fonds international du développement agricole, a parlé des engagements plus solides des pays et de l'attention internationale plus importante, accordés à la nutrition, depuis 1992. Il a souligné que c'était, cependant, une « ironie tragique » que les ceux-là même qui produisent la nourriture et qui nourrissent la nation sont souvent les pauvres et les affamés. Il a affirmé que l'investissement dans une meilleure production, une meilleure transformation et un meilleur stockage, et dans des cultures plus diversifiées et plus nutritives, ainsi que dans l'autonomisation et l'éducation des femmes, réduit la malnutrition.

Ertharin Cousin, directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), a souligné que les femmes sont au cœur de la réalisation des objectifs en matière de nutrition, et a souligné que les interventions doivent atteindre les jeunes enfants, les mères et les autres femmes. Elle a affirmé que le retard de croissance non seulement limite le potentiel des enfants aujourd'hui, mais augmente le risque de développer une obésité à l'avenir. Plaidant contre la création des couches bureaucratiques supplémentaires, Cousin a appelé à des cadres aptes à soutenir l'action et les résultats aux niveaux national et communautaire. Citant Nelson



Ertharin Cousin, directrice exécutive du PAM

Mandela, elle a déclaré « Il est des choses qui semblent toujours impossibles à réaliser jusqu'à ce qu'elles le soient ».

L'Iraq a déploré que la désertification, l'exode rural et le terrorisme provoqués par des conflits aient aggravé les difficultés qui sont déjà posées à la lutte contre l'insécurité alimentaire. Le délégué du Botswana a déclaré que depuis la CIN1, son pays a mis en place des politiques visant à promouvoir l'allaitement maternel et des mesures de lutte contre la malnutrition dans ses programmes sociaux intégrés.

La Fédération de Russie a mis l'accent sur: les progrès accomplis vers la réalisation d'une alimentation saine, englobant une augmentation de la consommation de poisson, de viande et de fruits, dans son pays, et à signaler que 40% des aliments pour enfants sont désormais enrichis de vitamines. La Bolivie a souligné que les organes législatifs de son pays ont travaillé avec la société civile pour la mise en application des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), liés à la nutrition.

Le délégué de l'Erythrée a parlé de la stratégie de sécurité alimentaire nationale de son pays, qui comprend des dispositions favorisant l'octroi de microcrédits aux petits producteurs agricoles. Le Bhoutan a déclaré que l'accès à la nourriture et aux nutriments est un droit humain fondamental.

Le délégué de l'Arménie a parlé de l'accent que son pays a placé sur les nouvelles technologies en vue d'augmenter la productivité alimentaire, à travers l'étude de bonnes pratiques internationales. Le délégué du Koweït a attiré l'attention sur la législation de son pays qui vise la sécurité alimentaire nationale et l'amélioration de la nutrition chez les enfants, les handicapés, les personnes âgées et les femmes.

Le Bangladesh a attiré l'attention sur le programme de son gouvernement de supplément de vitamine A, qui vise à réduire les carences en rapport dans les écoles primaires. San-Marin a souligné l'importance du renforcement des droits et de l'accès des femmes aux microcrédits et à la terre, dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Le délégué des Etats-Unis a déclaré que la CIN2 devrait alimenter le programme de développement pour l'après 2015. Il a parlé d'un programme d'assistance en matière de supplément nutritionnel mis en place dans son pays et de l'utilisation des bons électroniques permettant de rendre les produits alimentaires sains plus accessibles. Il a affirmé que la mise en place d'un système de commerce international ouvert et transparent reste essentiel pour la cause.

La République centrafricaine a annoncé son intention de lancer un plan national d'investissement dans l'agriculture et la nutrition. Le Mexique a parlé de la croisade nationale de son gouvernement contre la faim, qui vise à éliminer la malnutrition infantile, à augmenter la production alimentaire, à réduire le gaspillage et les pertes alimentaires et à améliorer la participation communautaire.

Le délégué de la République démocratique populaire du Laos a déclaré que son gouvernement a l'intention d'investir davantage dans une approche multisectorielle de la sécurité alimentaire. L'Iran a parlé d'un programme visant à atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'amélioration des rendements agricoles, l'efficacité de l'utilisation des engrais et la réduction des résidus chimiques dans les aliments, et a reconnu l'importance de la coopération Sud-Sud dans la

sécurité alimentaire ainsi que le rôle clé que la FAO et l'OMS doivent continuer à jouer dans le renforcement des capacités en matière de nutrition.

Le délégué de l'Indonésie a souligné l'importance de l'intégration de la nutrition dans le développement, et a annoncé le plan de son gouvernement visant à fournir une couverture santé universelle à partir de 2019. La Biélorussie a averti que l'augmentation des conflits militaires et le développement de l'armement dans le monde, constituent des obstacles supplémentaires à la sécurité alimentaire.

Le délégué du Sierra Leone a parlé du plan national pour la nutrition de son pays au titre de 2012-2017, qui comprend des mesures visant à promouvoir l'allaitement maternel, les aliments locaux et l'enrichissement des aliments. Réaffirmant que la production alimentaire mondiale a considérablement dépassé la croissance de la population, le Venezuela a déclaré que l'insécurité alimentaire est une crise de l'accessibilité et non une crise de la disponibilité.

Le Canada a fait état de son engagement à hauteur de 3,5 milliards de dollars canadiens en faveur de la santé maternelle, néonatale et infantile, dans le cadre de son Plan de développement international au titre de 2015-2020. La représentante a appelé à un accroissement de la disponibilité des données relatives à la nutrition. La République dominicaine a souligné l'importance d'une approche intégrale, de règles et règlements qui protègent le commerce équitable, d'une large participation de tous les secteurs et de la coopération Sud-Sud.

La Hongrie a appelé à l'intégration de la nutrition dans les objectifs de développement durable (ODD), et à sa promotion dans le programme de développement pour l'après 2015. La représentante a souligné les efforts fournis par la Hongrie pour augmenter les denrées organiques produites localement et pour encourager les consommateurs à préférer l'eau potable aux boissons gazeuses.

Le Pakistan déclaré que les Etats ont la responsabilité de satisfaire les besoins des nécessiteux, et a souligné le droit à une alimentation adéquate. La Finlande a fait état de sa fourniture de repas scolaires gratuits depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et a déclaré que la santé publique doit être protégée de toute influence ou conflits d'intérêt indus.

Israël a appelé à de profondes évolutions sociales, englobant une réduction de l'apport en sodium, une taxe sur la nourriture malsaine, la promotion de l'activité physique et la prise de mesures collectives traitant des questions de nutrition. La Suède a fait état de mesures prises par l'Agence nationale suédoise de l'alimentation, visant à déterminer des orientations alimentaires respectueuses de l'environnement.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a déclaré que les règles commerciales peuvent jouer un rôle positif dans la nutrition et a souligné l'importance du commerce ouvert pour le développement. Le délégué a reconnu que « le commerce ne devrait pas l'emporter sur la santé », s'est opposé aux interventions étatiques restrictives pour le commerce et a soutenu le recours à des normes internationales lorsque cela est approprié et efficace.

Déclaration spéciale: Melinda Gates, co-présidente, Fondation Bill et Melinda Gates, se référant au mouvement pour le renforcement de la nutrition *Scaling Up Nutrition* (SUN), a déploré le fait que moins de 1% de l'aide au développement soit affecté à la nutrition, et a appelé à davantage de ressources. Elle a déclaré que l'édification d'un système alimentaire assurant, toute l'année, l'accès à des régimes alimentaires sains, diversifiés et abordables pour tout le monde, est vitale. Elle a souligné que l'allaitement maternel, immédiat et exclusif après la naissance, permettrait de sauver des milliers de vies.



Melinda Gates, co-présidente, Fondation Bill et Melinda Gates

Toutes les déclarations du 19 novembre sont disponibles à: <http://www.fao.org/about/meetings/icn2/wednesday-19-november/en/>

JEUDI 20 NOVEMBRE:
Déclaration de Sa Sainteté le Pape Francis:
Introduisant le Pape Francis, le directeur exécutif de la FAO, Graziano da Silva, a déclaré que l'éradication de la faim et de la misère doit être la base d'un avenir

meilleur pour tous. Il a affirmé que « la misère n'est pas un destin » et que la faim est évitable.

Le Pape Francis a déclaré que le droit à l'alimentation ne serait garanti que si l'on craint aussi pour la personne qui souffre de la faim et de la malnutrition. Il a affirmé que la malnutrition et la faim sont cachées par les priorités du marché, par la primauté des profits et par la spéculation financière, et a appelé au respect de la dignité et pas à la simple charité.

Faisant état du paradoxe de l'abondance alimentaire et de la faim continue, le Pape Francis a appelé à une répartition plus juste de la nourriture dans le monde. Il a déploré le manque de solidarité là où les sociétés sont souvent caractérisées par l'individualisme et la division. Le Pape Francis a appelé à une libération des pressions économique et politique aux fins de protéger la Terre Mère, a mentionné les prochaines réunions sur le changement climatique qui se tiendront au Pérou et en France, et a déclaré que « Dieu pardonne toujours, les hommes pardonnent parfois, mais que la Terre ne pardonne jamais ».

Les invités spéciaux: La Reine Letizia d'Espagne a déclaré que les compagnies multinationales doivent travailler avec les organismes internationaux à la promotion de la santé publique, et a appelé à un « mariage » entre les intérêts commerciaux et économiques et les intérêts politiques. Elle a signalé que la malnutrition constituait la principale cause de maladie dans le monde, précisant qu'aucun pays n'a réussi à inverser l'épidémie d'obésité qui sévit dans toutes les catégories d'âge.

Nadine Heredia, première dame du Pérou et ambassadrice spéciale près de la FAO, a souligné l'importance d'une concentration sur: les familles agricoles; la diversité génétique des semences; la rétention des savoirs traditionnels; et la promotion d'un système commercial multilatéral ouvert, non discriminatoire et équitable avec les gens et leur santé, et centré sur le droit à la nourriture.



Reine Letizia d'Espagne



Une vue de l'estrade lors de la plénière

Le Débat général: L'Allemagne a salué l'accent que la Déclaration de Rome place sur la nécessité d'orienter les systèmes alimentaires vers la nutrition et le renforcement de leur rôle dans la lutte contre les maladies infectieuses. Le délégué a mis en exergue l'importance de l'agriculture et du rôle de l'agriculture familiale à petite échelle, et de l'amélioration des connaissances sur l'alimentation saine, l'hygiène et les soins, et du mode de vie sain. Il a encouragé l'intégration des résultats de la CIN2 dans le programme de développement pour l'après 2015.

La Malaisie a souligné l'importance des contributions des principales parties prenantes et des acteurs de la société civile, et le besoin de s'assurer d'un approvisionnement alimentaire approprié et équilibré par un approvisionnement nutritionnel adéquat. L'Autriche a parlé de son programme national gratuit de fourniture de conseils en nutrition aux femmes ayant de nouveau-nés.

Le délégué du Cap-Vert a parlé du rôle des politiques publiques dans la lutte contre la faim et la malnutrition, soulignant que la réduction des subventions pétrolières dans son pays a généré des économies budgétaires qui ont été ensuite utilisées pour la mise en place de politiques et programmes sociaux.

L'Irlande a exprimé son soutien aux recommandations de l'OMS concernant l'alimentation et la santé, et a souligné son engagement à intensifier la production alimentaire durable. Le délégué de Samoa a fait observer qu'un marketing agressif cible les pauvres de pays, comme le sien, conduisant à des choix alimentaires malsains, et a fait état d'objectifs politiques visant à faire face à ce problème.

L'Ukraine a parlé d'un programme d'équilibrage nutritionnel dans les régimes alimentaires et d'efforts fournis pour contribuer à la sécurité alimentaire mondiale par le biais des exportations. Le Mozambique a parlé de son engagement à établir un mécanisme de mise en application de la Déclaration de Rome et de son cadre d'action.

Le Royaume-Uni a attiré l'attention sur le Groupe de discussion mondial sur les systèmes agricoles et alimentaires pour la nutrition, mettant en relief ses efforts visant à aider les gouvernements à s'assurer que les politiques alimentaires et agricoles contribuent à l'amélioration de la nutrition.

Le Japon a déclaré que certaines solutions contre la suralimentation se trouvent dans sa culture culinaire traditionnelle faible en matières grasses, qui comprend le dashi et autres aliments fermentés. Le Nigeria a exprimé son soutien à une amélioration à grande échelle de l'enrichissement des aliments, pour une opérationnalisation des plantes alimentaires de haute énergie en Afrique.

L'Espagne a appelé à l'intégration de l'accès à l'alimentation, en tant que droit humain, dans le programme de développement pour l'après 2015. La Guinée a exprimé l'espoir de voir la Déclaration de Rome sensibiliser à la nécessité d'intégrer la nutrition dans les programmes de développement durable.

La Moldavie a parlé de son initiative visant à interdire la vente d'aliments malsains dans les écoles. La Géorgie a parlé de son système d'alerte précoce permettant la distribution alimentaire dans des situations d'urgence. L'Ouganda a parlé de son plan d'action quinquennal en faveur de la nutrition, au titre de la période 2011-2016.

L'UE s'est engagée à réduire de sept millions, le nombre d'enfants souffrant de retard de croissance, d'ici 2025, et à allouer 3,5 milliards d'euros à la nutrition, au titre de 2015-2020. Le délégué a exhorté les pays bénéficiaires à faire de la nutrition une priorité nationale. Le délégué des Philippines a parlé de son utilisation des médias traditionnels et des médias sociaux pour mobiliser l'action en faveur de choix alimentaires orientés vers une meilleure nutrition.

L'Equateur a parlé d'une loi récemment adoptée régissant l'étiquetage des aliments, pour alerter les consommateurs sur leur teneur en sucre, en matière grasse et en sel. La Lettonie a favorisé des mesures visant à restreindre le marketing ciblant les enfants, en vue de décourager la consommation de produits alimentaires malsains.

Myanmar a souligné l'importance des systèmes d'exploitation familiale dans la lutte pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et a noté l'intention de son gouvernement de fournir un soutien technologique en amont et en aval des récoltes alimentaires.

La Norvège a déploré le fait que la valeur du poisson dans la nutrition ne soit pas mieux reconnue au niveau mondial. Le Nicaragua a fait état de son travail visant à renforcer l'économie de l'agriculture familiale, à travers le recours à une production urbaine rurale exhaustive à petite échelle.

Le Mali a déclaré que le changement climatique doit être pris en compte dans la planification agricole. La Zambie a exprimé son soutien à un cadre commun pour le suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle. Le Liberia a exhorté l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) à adopter les recommandations de la CIN2 et à envisager la proclamation de la décennie 2016-2025, Décennie de la Nutrition.

L'Australie a appelé à l'adoption d'une approche volontaire et souple, de sorte que les résultats puissent être utilisés dans une variété de contextes nationaux. La Nouvelle-Zélande a déclaré que le commerce international est un élément essentiel pour atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et qu'il doit être équitable. La Roumanie a parlé du développement agricole durable et d'une politique agricole allant dans ce sens comme les éléments clés du développement de la nutrition.

La Suisse a déclaré que l'ODD 2 proposé (la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition et l'agriculture durable) et l'ODD 12 (modes de consommation et de production durables) constituent un « pas dans la bonne direction », et a soutenu l'adoption d'une approche articulée sur la chaîne de valeur.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement s'est déclaré en faveur de l'approche des systèmes alimentaires et de l'ajout d'un point d'action tiré de la CIN2 à l'ordre du jour de l'AGNU, et a annoncé son intention de se joindre au Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition (UNSCN).



L'estrade lors de la table ronde 1 « La nutrition dans le programme de développement pour l'après 2015 »

La Convention des Nations Unies sur la diversité biologique a parlé de sa collaboration à un certain nombre d'initiatives de santé et de nutrition, y compris, sa décision VIII/23 sur l'alimentation et la nutrition, prise à la CdP 8, ses efforts visant à intégrer la biodiversité et la santé dans les plans d'action nationaux, et sa volonté de collaborer aux résultats de la CIN2.

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification a déclaré que la désertification entrave la sécurité alimentaire et la nutrition, et a offert son aide pour rendre les régimes alimentaires plus résilients.

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) a annoncé qu'il entendait fournir une plate-forme innovante de données, la Compact 2025, en guise de partenariat multipartite inclusif, engagé à éliminer la faim et à combler les lacunes en matière de connaissances.

Des représentants du Mécanisme de la société civile ont encouragé l'utilisation des résultats de la CIN2 dans la suite des discussions sur le programme de développement pour l'après 2015 et ont demandé que la société civile soit intégrée à tous les niveaux des négociations.

Des représentants du Comité de pilotage du secteur privé, ont déclaré: le marché des aliments cultivés localement, continue à se développer; la demande est croissante pour les aliments à forte valeur ajoutée; il est important de créer de la valeur pour les acteurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire afin de rendre les systèmes alimentaires plus nutritifs; et, les gens et, en particulier les enfants des pays en développement, devraient manger plus de fruits de mer.

La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a parlé de l'utilisation du cash et des bons durant les crises humanitaires, et a souligné que c'est l'action, et non les délibérations sur les définitions, les politiques et les cadres, qui fait la différence.

La Fondation Children's Investment Fund a parlé de rendements importants de l'investissement dans la nutrition, et du besoin de données de qualité, et a appelé à une décennie d'action sur les données.

Toutes les déclarations présentées le 20 novembre sont disponibles à: <http://www.fao.org/about/meetings/icn2/wednesday-20-november/en/>

VENDREDI 21 NOVEMBRE: Le délégué de la République démocratique du Congo a appelé à une aide permettant d'exploiter le potentiel agricole inexploité de son pays en vue d'aider au traitement de la question de la sécurité alimentaire, mise à mal par les conflits.

Le Soudan a déclaré que depuis la sécession du Sud-Soudan, il a renforcé son secteur agricole pour compenser les revenus pétroliers perdus, et a encouragé la levée du blocus commercial imposé contre son pays et qui entrave les efforts visant à lutter contre la malnutrition.

La République kirghize a exprimé son soutien à la recommandation du Cadre d'action, de travailler avec la Commission FAO-OMS du Codex Alimentarius sur la nutrition et la sécurité alimentaire. Le Chili a expliqué que la politique de sécurité alimentaire doit être intégrée dans les stratégies de réduction de la pauvreté.

Tonga a noté que le passage des aliments traditionnels à des aliments importés, à faible teneur en vitamines et en fibres, a entraîné des taux élevés de diabète dans son pays. Le délégué a parlé des mesures prises pour contrecarrer cet état de fait, comme l'imposition de taux plus élevés aux taxes prévues par la loi sur les produits alimentaires malsains importés.

L'Égypte a déclaré que les récentes émeutes que le pays a connues ont entraîné des modifications constitutionnelles garantissant aux citoyens le droit à l'alimentation et à l'eau. La France a indiqué que l'objectif de l'éradication de la faim d'ici 2030 et la référence des ODD à l'alimentation doivent être intégrés dans le programme de développement pour l'après 2015, et doivent être fondés sur une approche de droits humains.

L'Afrique du Sud a déclaré que la prochaine CIN doit être axée sur le partage des expériences émanant de la CIN2. L'Inde a annoncé une approche de lutte contre la malnutrition maternelle et infantile, à travers un système intégré de développement de l'enfant. Cuba a déclaré que les ODD ne seraient atteints que lorsque les OMD le seront également.

La Colombie a décrit les mesures nationales prises en faveur des produits alimentaires locaux et pour raccourcir la chaîne d'intermédiation des producteurs aux consommateurs. L'Islande a fait état de l'introduction d'une interdiction des acides gras transgéniques, en 2011, et a mis en exergue la coopération nordique sur la nutrition, établie dans le cadre du Conseil nordique des ministres et qui favorise à la fois l'alimentation saine et l'activité physique.

Le délégué du Bénin a déclaré que, dans son pays, la malnutrition a entraîné la perte de 11% de son produit intérieur brut. L'Uruguay a expliqué que le financement de la nourriture dans les écoles publiques est assuré par une taxe sur des propriétaires particuliers.

La Tunisie a souligné que les pays allouant la majeure partie de leur budget au processus de démocratisation nécessiteraient des ressources supplémentaires de la part des donateurs, pour la mise en œuvre du Cadre d'action.

L'Éthiopie a souligné l'autonomisation des communautés et les arguments économiques en faveur de l'investissement dans la nutrition.

Toutes les déclarations du 21 novembre sont disponibles à: <http://www.fao.org/about/meetings/icn2/friday-21-november/en/>

LES TABLES RONDES

TABLE RONDE 1: LA NUTRITION DANS LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS 2015:

Cette table ronde a eu lieu mercredi après-midi. Soulignant les liens entre une bonne nutrition et le développement économique à long terme, la co-présidente Anne Peniston, USAID, a souligné que la bonne nutrition est essentielle pour l'ensemble des objectifs de développement durable. Elle a indiqué qu'1 dollar investi dans la nutrition

a un taux de rendement de 16 dollars, les gains se réalisant au fil des générations. Elle a plaidé pour une perception plus complète de la nutrition.

Dans un message vidéo, Kofi Annan, Fondation Kofi Annan, a exhorté les gouvernements: à adopter des politiques et à mobiliser des ressources pour intensifier la sécurité alimentaire; à renforcer le suivi et l'évaluation; et à coopérer dans tous les secteurs.

Irene Khan, directrice générale, International Development Law Organization, a animé la séance, soulignant que les niveaux actuels de malnutrition sont à une hauteur « inacceptable ».

L'Orateur principal: Jeffrey Sachs, directeur de Earth Institute, Université de Columbia, a souligné que l'envoi d'une recommandation d'inclure la nutrition dans le rapport de synthèse du Secrétaire général de l'ONU sur le Groupe de travail à composition non limitée des délibérations sur les ODD, serait « extrêmement opportun ». Il a conseillé les nutritionnistes, les agronomes, le secteur de la santé et les éducateurs, à travailler ensemble en vue de déterminer des orientations et d'éclaircir les concepts de « une nutrition adéquate pour tous », de « la faim » et d'« agriculture durable ».

Sachs a recommandé de se concentrer non pas sur la quantité de nourriture produite, mais sur sa valeur nutritive. Evoquant les liens qui existent entre les secteurs, il a signalé que le système alimentaire qui sous-tend la nutrition dépendait des écosystèmes et du climat, et a affirmé que le système agricole actuel est insoutenable.

Les conférenciers: Sok Silo, Conseil du développement agricole et rural, Cambodge, a parlé de l'importance du renforcement de la coordination, du suivi et de l'évaluation. Il a indiqué que la sécurité alimentaire affecte la croissance économique et que l'investissement dans l'amélioration de la nutrition a un taux de rendement élevé.

Eduardo Jaramillo Navarrete, Secrétariat de la Santé, Mexique, a parlé de la stratégie nationale contre l'obésité



Eduardo Jaramillo Navarrete,
Secrétariat de la Santé, Mexique

et pour la promotion de l'allaitement maternel durant les six premiers mois qui suivent l'accouchement. Il a, en outre, fait état d'une promotion de services de santé intégrés, d'une interdiction des produits alimentaires nocifs pour la santé et de l'établissement d'une coresponsabilité entre les institutions publiques et privées.

Éva Martos, ministère de la santé, Hongrie, a appelé à une plus grande considération de la nutrition dans le

programme de développement pour l'après 2015, et a indiqué que les gouvernements ont un rôle clé à jouer dans la création de conditions appropriées à une nutrition égalitaire, accessible et abordable.

Jean-Pierre Halkin, département du développement rural et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Commission européenne, a souligné que le débat sur la nutrition a permis de passer de l'examen des conséquences immédiates de la malnutrition à celui des conséquences à long terme, et a encouragé l'évocation de cela dans le débat sur l'après 2015. Il a signalé que la Déclaration de Rome servirait à l'engagement dans les discussions sur l'après 2015 et dans

d'autres domaines, tels que celui de l'harmonisation des objectifs des politiques agricoles et de sécurité alimentaire au sein de l'UE.

Sania Nishtake, directrice, Heartfile, et co-présidente de la Commission de l'OMS sur l'éradication de l'obésité infantile, signalant que les MNT sont la principale cause de décès dans le monde, a expliqué que 75% de ces décès sont enregistrés dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, où il y a moins de capacités médicales pour la gestion des MNT. Elle a souligné: que le suivi des MNT est nécessaire pour le développement durable; que la dénutrition est un facteur de risque de développer des MNT plus tard dans la vie; et que la politique de gestion des MNT va de pair avec la durabilité environnementale.

Le débat: Au cours du débat qui a suivi, la Norvège a encouragé le maintien de l'ODD2 proposé sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable, et ses objectifs, tout en soulignant la nécessité de mesurer la nutrition de manière transparente. L'Afghanistan a mis en garde contre l'établissement d'un objectif irréaliste pour la nutrition et a encouragé une hiérarchisation des mesures devant être prises en faveur de la nutrition, sur la base de critères stricts.

La Côte d'Ivoire a déclaré que la nutrition doit être considérée du point de vue santé et pas seulement de celui agricole. L'Equateur a soulevé la question de la souveraineté alimentaire. Le People's Health Movement a souligné que le programme de développement pour l'après 2015 doit être fondé sur les droits humains, afin d'atteindre les objectifs de la nutrition. Le Réseau arabe a appelé à apporter la nutrition et pas des armes, à l'Afrique.

TABLE RONDE 2: AMÉLIORER LA COHÉRENCE DES POLITIQUES NUTRITIONNELLES: Groupe de discussion 1: Cohérence entre les politiques économiques et le passage à des régimes alimentaires sains: Le groupe

s'est réuni jeudi matin, 20 novembre. L'animateur de la séance, Ala Alwan, OMS, a fait état d'une absence de progrès depuis la CIN1 en raison du manque de coordination des politiques publiques, et a appelé à une réponse multisectorielle et interinstitutionnelle. Il a affirmé que les MNT ne sauraient être traitées avant que les politiques publiques deviennent plus cohérentes et le secteur privé, plus engagé.

Corinna Hawkes, World Cancer Research Fund, a parlé des raisons économiques justifiant la nécessité de rendre les politiques plus cohérentes, et a affirmé que l'avancement des objectifs de nutrition permet l'avancement des objectifs économiques. Elle a souligné également la nécessité de réduire la demande d'aliments malsains, comme les boissons sucrées, par l'imposition de taxes et la restriction de la publicité ciblant les enfants. Elle a signalé que les politiques de sécurité alimentaire ont eu tendance à favoriser davantage les calories que la nutrition, et a proposé d'utiliser les analyses des chaînes d'approvisionnement et de valeur, en guise d'outil permettant de s'assurer la cohérence des politiques économiques.

Arthur Chloro, ministre de la santé, Brésil, a parlé de l'impératif de répondre à la demande de sécurité alimentaire et de nutrition, et a déclaré que le droit à la santé doit être respecté. L'orateur: a signalé, qu'au Brésil, davantage de maladies sont plutôt chroniques, que de courte durée ou dues à la privation; a fait état d'une augmentation significative des taux d'obésité; et a qualifié les maladies non transmissibles de principale cause de décès, au Brésil.

Chloro a déclaré que l'ODD 1 (réduire l'extrême pauvreté et la faim) a été atteint, que l'accès à la nourriture n'est pas un problème important, que la faim est un problème isolé et que des réductions importantes de la mortalité infantile ont été atteintes grâce à la stratégie zéro famine. Il a signalé que le Brésil se concentrait sur des stratégies et

programmes nationaux de lutte contre l'insécurité alimentaire et la dénutrition, et a fait état d'une forte participation des organisations de la société civile dans cet effort.

Leo Varadkar, ministre de la santé, Irlande, a décrit les principales initiatives de son pays dans le domaine de la nutrition, telles que le Healthy Ireland Framework, qui exige une collaboration interinstitutionnelle, interministérielle et intersectorielle. Il a souligné l'importance de la cohérence dans le traitement des coûts associés au diabète et à l'obésité.

Franco Sassi, Organisation pour la coopération économique et le développement économiques (OCDE), a fait valoir que les politiques gouvernementales qui améliorent la qualité nutritionnelle et l'accès à la nourriture n'entravent pas la poursuite d'objectifs économiques et ne nuisent pas au développement. Il a souligné que la productivité doit prendre en compte la nutrition, et a expliqué que les nouvelles politiques alimentaires visant à modifier les systèmes alimentaires doivent être reconnues comme faisant partie intégrante des réformes structurelles.

Kyungwon Oh, directeur, Centres coréens de contrôle et prévention des maladies, République de Corée, a parlé des efforts fournis par son pays pour réduire la consommation de sodium et limiter la publicité pour les produits alimentaires industriels, en particulier, à proximité des écoles, et des difficultés rencontrées dans la promotion de nouvelles politiques nutritionnelles.

Vinita Bali, SUN, Inde, a parlé de la cohérence entre les objectifs du secteur privé et une alimentation saine. Elle a souligné la nécessité: d'une cohérence des mesures, outre celle des politiques; du leadership politique dans l'orientation des mesures et des programmes; du leadership des grandes entreprises alimentaires; et d'une approche multisectorielle.

Le débat: Au cours d'une séance de questions-réponses, le People's Health Movement a déclaré que la cohérence ne devrait pas être poursuivie si « l'économie » à laquelle on se réfère est marquée par une absence de réglementation, des accords commerciaux inéquitables et un accent placé, seulement, sur le produit intérieur brut. Un autre participant a exprimé sa préoccupation à propos de « la collusion des gouvernements avec l'industrie », dans le secteur alimentaire.

Groupe de discussion 2: Cohérence des politiques agricoles sensibles à la nutrition: Ce groupe de discussion a eu lieu jeudi matin, et a été animé par Joachim Von Braun, Université de Bonn.

L'Orateur principal: Marie Ruel, IFPRI, a parlé de la façon de rendre les politiques agricoles sensibles à la nutrition,



Marie Ruel, IFPRI

soulignant l'importance de l'intégration du genre et de la nutrition, non seulement dans les secteurs de l'agriculture et de la santé, mais aussi, dans d'autres secteurs, tels que l'eau et l'assainissement.

Les conférenciers:

Nemesia Achacollo Tola, ministre du développement rural et de l'aménagement du territoire, Bolivie, a souligné l'approche fondée sur la parité homme femme dans

l'agriculture familiale, pour réduire la pauvreté. Elle a mis en exergue les initiatives favorisant la collaboration avec les agriculteurs autochtones et l'octroi de prêts aux petits agriculteurs.

Akinwumi Ayo Adesina, ministre de l'agriculture et du développement rural, Nigeria, a rapporté que 12 africains meurent, chaque minute, de la faim et de la malnutrition. Il a fourni des exemples d'initiatives réussies au Nigeria, y compris: les transferts de fonds pour accroître l'accès de la nourriture; les coupons électroniques dans des portefeuilles électroniques qui offrent des semences; la biofortification des variétés de manioc, par des produits comme la provitamine A; les micronutriments en poudre; et la production alimentaire hautement énergétique de sorgho, maïs et soja.

Kevin Concannon, sous-secrétaire d'Etat, ministère de l'agriculture (USDA), a décrit le travail de l'USDA dans les domaines de l'alimentation, de la nutrition et des politiques agricoles, précisant qu'un ministère est chargé de l'ensemble de ces questions. Il a souligné que l'USDA considère la faim et l'obésité comme étant « les deux faces de la même médaille », et que les programmes de nutrition fédéraux visent à répondre aux deux à la fois. Il a indiqué que 60% du budget de l'USDA sont consacrés à des programmes d'assistance touchant à la nutrition.

Jeff Waage, Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition et London International Development Centre, a appelé: à s'assurer de la cohérence et de l'intégration entre les secteurs gouvernementaux; et à prendre en considération l'éventail complet des politiques appliquées aux divers systèmes alimentaires.

Le débat: Dans le débat qui a suivi, les participants ont souligné: le rôle vital de la pêche et de l'aquaculture dans la réalisation de la sécurité alimentaire et la sécurisation de la nutrition de l'humanité; l'utilisation d'une approche fondée sur les écosystèmes dans la production alimentaire; l'investissement responsable dans la nutrition; et le rôle important du jardinage dans la fourniture d'une nourriture diversifiée, équilibrée et saine, dans les communautés rurales. Les participants ont également posé des questions sur les voies et moyens de mobiliser le secteur privé et ce qu'on entend par « diversité dans l'alimentation ».

En terminant, von Braun a exprimé son soutien à la formation d'une nouvelle initiative de la science pour soutenir une stratégie agricole et nutritionnelle cohérente, et des chaînes de valeur interconnectées.

Groupe de discussion 3: la nutrition dans tous les secteurs: Ce groupe s'est réuni jeudi matin. Barries Margetts, Université de Southampton, Royaume-Uni, a animé la session.

L'Orateur principal: Pekka Puska, Institut national de la santé et de la prévoyance, Finlande, a parlé de stratégies qui mettent l'accent sur la collaboration intersectorielle, en vue d'une meilleure santé et une meilleure nutrition dans tous les secteurs, telles que la Réunion de haut niveau des Nations Unies sur les maladies non transmissibles et la Stratégie mondiale de l'OMS pour l'alimentation, l'activité physique et la santé. Il a présenté des études de cas menés en Finlande, comme la réduction, dans l'industrie de la biscuiterie, des matières grasses saturées et l'introduction de taxes sur les bonbons et les boissons gazeuses, pour réduire les maladies cardiovasculaires et l'obésité.

Les conférenciers:

Talalelei Tuitama, ministre de la santé, Samoa, a présenté



Talalelei Tuitama, ministre de la santé, Samoa



L'estrade lors de la table ronde « Gouvernance et responsabilité dans le domaine de la nutrition »

un exposé sur la nutrition dans la politique commerciale. Se référant au Communiqué de l'Apia sur les îles saines, les MNT et le programme de développement pour l'après 2015, il a déclaré que les MNT sont abordées à travers l'élaboration d'objectifs visant à réduire les graisses saturées, le sucre et le sel dans la nourriture, dans les petits États insulaires en développement (PEID). Utilisant l'exemple du dumping alimentaire de faible qualité et l'interdiction par l'OMC, de la tentative de Samoa de taxer les aliments malsains, il a souligné que les contradictions entre la nutrition, la santé et le commerce doivent être traitées.

Lois Brown, ministère du développement international et de la francophonie, Canada, a présenté un exposé sur les initiatives financées par le Canada pour augmenter la nutrition dans l'agriculture, dans les pays en développement. Elle a attiré l'attention sur la récente conférence organisée sous le thème « Saving Every Woman, Saving Every Child », qui vise à renforcer l'engagement politique en faveur de la réduction de la faim et de l'amélioration de la santé. Elle a également souligné l'appui du Canada à l'Alliance panafricaine pour la recherche dans le domaine des haricots, pour améliorer la résilience et la teneur nutritionnelle des haricots dans les pays en développement.

María Virginia Castillo Jara, ministère de la santé, Pérou, a parlé de la nutrition dans la politique sociale, notant que l'exploitation minière est une importante source de recettes fiscales dans son pays, qui peut être utilisée pour le financement de programmes sociaux. Elle a déclaré que depuis 2008, le Pérou a mis en œuvre, pour les programmes sociaux, un budget axé sur les résultats.

Enoch Hemans Cobbina, ministère de l'éducation, Ghana, a parlé de la nutrition dans la politique éducationnelle, soulignant que l'éducation et la nutrition sont deux faces d'une même médaille. Il a mentionné les programmes mis en place dans son pays, pour former les vendeurs en matière d'hygiène alimentaire et la nutrition, et interdire la vente de bonbons et friandises qui manquent de contenu nutritionnel.

Sarah Abdullah Alrakayan, Université de Rome, Tor Vergata, Ambassade du Koweït, a parlé de la nutrition dans les politiques de santé, et des politiques adoptées, au Koweït, pour lutter contre l'obésité, mentionnant, à titre d'exemple, la conduite, dans les communautés, d'enquêtes sur les apports alimentaires. Elle a indiqué que le Koweït envisage la suppression des subventions appliquées au sucre et au lait en poudre pour nourrissons, afin de promouvoir l'allaitement maternel. Elle a mis en exergue l'importance de l'alphabétisation nutritionnelle et de la sensibilisation des parents, en particulier.

Le débat: Dans le débat qui a suivi, le Chili a déclaré: que certains aliments, comme Coca-Cola, ne devraient pas faire l'objet d'affiches et de spots publicitaires; et qu'une telle publicité est la « forme la plus brutale de transmission »

de maladies. Le Paraguay a suggéré d'aborder l'impact des semences transgéniques dans le programme de développement pour l'après 2015.

Le Costa Rica a appelé à une meilleure information sur la teneur en nutriments des aliments, a déploré la surconsommation de suppléments alimentaires, et a affirmé que la meilleure façon de prévenir la maladie passe par une bonne nutrition. Le Soudan a appelé à davantage de complémentarité et de coordination entre les institutions.

TABLE RONDE 3: GOUVERNANCE ET RESPONSABILITÉ DANS LE DOMAINE DE LA NUTRITION: Groupe de discussion 1: La gouvernance en nutrition: Ce groupe de discussion a eu lieu jeudi après-midi. Le co-président de la Table ronde, Hans Brattskar, Norvège, a ouvert la session, soulignant que l'accès à des aliments nutritifs est un droit humain. Gerda Verburg, Représentante permanente des Pays-Bas près de la FAO et présidente du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA), a animé la session.

L'orateur principal: Shawn Baker, Fondation Bill et Melinda Gates, a déclaré que les défis posés à la nutrition relevaient moins du domaine de la science que celui de la politique. Il a souligné que le problème de la nutrition est un « problème caché », étant donné son omniprésence et le fait que les carences sont invisibles et largement confinées à ceux qui n'ont pas de voix. Il a indiqué que la question nécessite une orchestration intersectorielle et un appui non partisan, et a encouragé la prise en considération de la nutrition à la fois aux niveaux technique et politique, à travers: l'augmentation de la visibilité du problème de nutrition; et la responsabilisation des secteurs et des parties prenantes et la garantie d'un suivi accru. Il a plaidé pour l'alignement sur les objectifs mondiaux pour l'horizon 2025, de l'Assemblée internationale de la Santé.

Répondant à une question sur la possibilité de former une institution des Nations Unies sur la nutrition, il a estimé que toutes les forces en mesure de traiter la question de la gouvernance existent déjà et que l'établissement de quelque chose de nouveau serait onéreux et entraînerait des retards. L'Union du Maghreb arabe s'est opposée à l'idée d'établir une nouvelle institution de l'ONU sur la nutrition.

Les conférenciers: Germán González, secrétaire d'état pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Guatemala, a déclaré que la nutrition est plus qu'une responsabilité gouvernementale, soulignant le rôle de la société civile et du secteur privé. Il a décrit les objectifs fixés aux niveaux municipal et départemental, avec des données suivies par un système d'information national.

Haladou Salha, AU-NEPAD, conseillère technique principale près des ambassadeurs africains basés à Rome, a parlé des mécanismes actuels de responsabilité et gouvernance de la nutrition, et a déclaré que les programmes d'investissement nationaux doivent aborder la nutrition de manière cohérente.

Zahra Abhollah, ministère de la santé et de l'éducation médicale, Iran, a décrit le travail du Haut Conseil iranien de la santé et de la sécurité alimentaire, et des programmes portant, entre autres, sur: la réduction des pesticides dans les produits agricoles; les MNT et les carences en micronutriments; et les campagnes de sensibilisation visant à accroître les connaissances nutritionnelles au niveau communautaire.

Le débat: Au cours du débat qui a suivi, les participants ont posé des questions sur la décentralisation de la gouvernance, et sur les voies et moyens de s'assurer de la prise de décisions appropriées au niveau de la communauté, et ont appelé à accroître la visibilité de la nutrition.

Une représentante de GOAL (Go On, Give à Lot) a parlé de l'architecture internationale et transnationale qui perpétue beaucoup la malnutrition, telles que les règles de l'OMC et les comportements spéculatifs. Elle a déclaré que les voix des petits agriculteurs pauvres doivent être entendues dans les processus décisionnels. Le Réseau international d'action Baby Food a suggéré de garder l'arène de la fixation des politiques, libre de toute influence commerciale avant les prises de décisions, et, soulignant que le système actuel ne fonctionne pas, a espéré voir SUN envisager une modification de ses modalités de travail. Gonzalez a répondu que les entreprises font partie intégrante du processus décisionnel. Un représentant du secteur privé a affirmé que ce secteur disposait d'outils permettant d'aider à résoudre la malnutrition.

Abhollahi a déclaré que « sécurité nutritionnelle » n'est pas un terme reconnu, et a fait état d'efforts fournis pour l'estimation du fardeau de morbidité capable de convaincre les décideurs politiques de la nécessité de prendre des mesures.

Les participants ont également parlé du besoin: de faire évoluer la culture politique de manière à passer à des politiques qui protègent le bien commun; d'une gouvernance partagée; d'un leadership de la bonne gouvernance; et de s'assurer de la gouvernance au niveau local. Un participant a suggéré de déterminer un pourcentage précis des budgets gouvernementaux, qui doit être affecté aux objectifs nutritionnels.

Groupe de discussion 2: La responsabilité en nutrition:

Cette séance a eu lieu jeudi après-midi et a été animée par Tom Arnold, Mouvement SUN, Irlande.

L'orateur principal: Lawrence Haddad, IFPRI, a parlé de la question de savoir si les mécanismes actuels de reddition de comptes fonctionnaient, soulignant les défis posés par l'invisibilité de la malnutrition et le nombre important des secteurs et acteurs. Il a souligné la difficulté posée au suivi des dépenses du gouvernement sur la nutrition, soulignant qu'il s'agissait là d'une pierre angulaire de l'imputabilité. Il a fait état d'une absence d'accès aux données détenues par les gouvernements et a déploré que la nutrition ne soit mentionnée qu'une seule fois dans les propositions d'ODD.

Les conférenciers:

Cristina Isabel Lopes da Silva Monteiro Duarte, ministre des finances et de la planification, Cap-Vert, a souligné que le gouvernement doit adopter des mécanismes de reddition de comptes aux fins de réaliser les objectifs nutritionnels. Elle a indiqué que l'utilisation, dans les

indicateurs, de paramètres tels que le sexe et la nutrition, est essentiel pour atteindre l'imputabilité dans le domaine de la nutrition.

Mary Mubi, ancienne représentante permanente du Zimbabwe auprès de la FAO, a déclaré que le programme de développement pour l'après 2015 fournit des repères permettant de guider les améliorations nutritionnelles. Elle a indiqué que la plate-forme de CFS est essentielle pour la réalisation de progrès dans le domaine de la gouvernance nutritionnelle, au niveau mondial. Pour la réalisation de l'imputabilité au niveau des pays, elle a recommandé un financement durable et coordonné, et a suggéré d'utiliser l'exemple du Brésil où les intervenants coordonnent leurs actions et prennent en ligne de compte la durabilité, pour la réalisation des objectifs liés à la nutrition.

Richard Greene, USAID, a soutenu: un traitement adéquat de la nutrition dans les ODD; des communications plus détaillées et institutionnalisées sur la nutrition; des indicateurs pour le suivi de l'efficacité du programme de nutrition; un suivi des retards de croissance et de l'émaciation; et un suivi de la participation et de l'autonomisation des femmes en matière de nutrition.

Marcela Libombo, ministère de l'agriculture, Mozambique, a parlé: d'un mécanisme national de responsabilisation, appliqué à la nutrition; l'importance de la communication; et l'intégration de la nutrition dans les plans économiques et sociaux sectoriels, et des systèmes d'information pour le suivi des progrès et améliorations de la nutrition. Elle a fait état d'une intégration accrue des secteurs de l'agriculture et de la santé dans son pays.

Asma Lateef, directrice, Bread for World Institute, a souligné que des auto-évaluations annuelles sont menées par les pays membres de SUN, et a appelé à renforcer les données disponibles sur la nutrition à tous les niveaux. Elle a également appelé à des données transparentes sur la hauteur des dépenses et la manière dont cela est fait, et sur les accomplissements, de manière à permettre à la société civile de demander des comptes aux gouvernements responsables. Lateef a fait état d'efforts visant à former des champions de la nutrition dans les parlements, a soutenu un ODD autonome fort axé sur l'éradication de la malnutrition, des retards de croissance et de l'émaciation, et a encouragé le reflet de la nature multisectorielle de la nutrition, à travers les ODD.

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DES MANIFESTATIONS PRÉ-CONFÉRENCE

MANIFESTATION DES PARLEMENTAIRES:

Pier Ferdinando Casini, président de la Commission des affaires étrangères du Sénat, Italie, et président de la Réunion parlementaire, a présenté un rapport sur la réunion parlementaire, soulignant le besoin urgent, pour les parlements, de plaider pour des ripostes plus efficaces dans la lutte contre la malnutrition, tout en veillant à ce que les politiques publiques soient protégées contre les conflits d'intérêts réels ou supposés.

Il a également mentionné les recommandations relatives, entre autres: à l'adoption d'objectifs nationaux de nutrition pour l'horizon 2025, ainsi que des indicateurs nationaux; à l'augmentation et hiérarchisation des allocations budgétaires destinées à la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire; à l'autonomisation des femmes et leur soutien dans leur rôle de productrices; et à l'intégration de la nutrition et du suivi de la CIN2 dans l'ordre du jour de l'Assemblée de l'UIP en 2015.

LA MANIFESTATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE:

Trois porte-parole de la société civile ont présenté des exposés portant, entre autres, sur la manifestation pré-conférence de la Société civile, qui a eu lieu les 17 et 18 novembre. Joséphine Atangana, Plate-forme régionale des Organisations



Cristina Isabel Lopes da Silva Monteiro Duarte, ministre des finances et de la planification, Cap-Vert

paysannes d'Afrique centrale, a qualifié « d'inacceptable » le fait que dans un monde d'abondance, tant de gens soient affamés. Elle a déploré que la CIN1 « ait coulé sans laisser de trace » et a souhaité voir la CIN2 ne pas connaître le même sort. Elle a décrit les impacts débilissants de l'agro-industrie, des monocultures et des organismes génétiquement modifiés (OGM), l'accaparement des terres par les entreprises, l'absence d'investissement dans la production à petite échelle de substituts alimentaires et laitiers pour bébés.



Joséphine Atangana,
Plate-forme régionale des Organisations
paysannes d'Afrique centrale

Munkhbolor Gungaa, Alliance mondiale des peuples autochtones mobiles, a souligné l'importance de l'engagement des populations les plus touchées par la malnutrition. Elle a appelé : à veiller à la cohérence des politiques entre le Cadre stratégique SCF et la CIN2, précisant que le SCF est la plate-forme dirigée par le gouvernement la plus inclusive pour aborder la nutrition; à veiller à ce que la sécurité alimentaire et la nutrition soient pleinement intégrés dans le programme de développement pour l'après 2015; à une approche alimentaire et nutritionnelle, fondée sur les droits humains; et à l'arrêt de la commercialisation des substituts du lait maternel.

Flavio Valente, secrétaire général, FIAN International, a encouragé la création d'organes multipartites et locaux de gouvernance des politiques alimentaires. Il a déclaré que le suivi de la CIN2 devrait porter sur les déterminants d'une nutrition aigüe, et a souligné que les consommateurs ont le droit d'être informés sur le contenu nutritionnel des aliments et des boissons, ainsi que sur les substances potentiellement nocives, comme les OGM.



Marie Konaté,
Protein-Kissee-La, parlant au
nom du SUN Business Network

Valente a indiqué aussi que sous les régimes commerciaux actuels, l'espace pour des politiques gouvernementales favorisant la santé et de la nutrition est limitée, et que les accords de commerce et d'investissement doivent respecter le droit à l'alimentation et la nutrition. Il a appelé à un instrument juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales

et autres entreprises du monde des affaires, pour ce qui est du respect des droits de l'homme, et a souhaité voir proclamée une Décennie internationale d'action pour la nutrition.

MANIFESTATION DU SECTEUR PRIVÉ: David Crean, Mars Incorporated, parlant au nom du Mécanisme du secteur privé, a abordé la manière dont les entreprises pourraient collaborer, en tant que partenaire à part entière, pour aider à l'élimination de la faim et de la malnutrition. Il a exhorté la CIN2 à demander aux entreprises alimentaires et aux diverses parties prenantes, entre autres choses:

d'augmenter la production de l'agriculture durable; et de fournir un accès à des régimes alimentaires sûrs, nutritifs, abordables et diversifiés. Il a placé un accent sur la sécurité alimentaire comme étant l'une des questions les plus importantes et les plus présentes dans les efforts de développement durable, et a déclaré que la sécurité alimentaire ne peut être atteinte sans ce dernier.

Marie Konaté, Protein-Kissee-La, parlant au nom du SUN Business Network, a déclaré que les femmes sont essentielles à la nutrition, ainsi qu'à la contribution du secteur privé à la nutrition. Elle a indiqué que son entreprise visait à améliorer l'accès des ménages ivoiriens pauvres, à des compléments alimentaires de haute qualité et enrichis d'une manière qui protège l'allaitement maternel. Elle a affirmé que les petites et moyennes entreprises ont également besoin de l'appui de grandes compagnies multinationales, d'un transfert de technologie, de l'accès aux données et d'un soutien au sein de leurs chaînes de valeur.

Nico Van Belzen, Fédération internationale de laiterie, parlant au nom du secteur de l'élevage, a évoqué cinq conditions pouvant promouvoir le partenariat public-privé: un environnement favorable, y compris l'amélioration des systèmes d'information et la fourniture de données concernant la teneur en nutriments; des systèmes alimentaires durables; la lutte contre le gaspillage, les retards de croissance et de l'anémie chez les femmes en âge de procréer; l'amélioration de l'accès à des régimes diversifiés sains; et l'éducation nutritionnelle.

Tous les exposés sont disponibles à l'adresse: <http://www.fao.org/about/meetings/icn2/friday-21-november/en/>

SYNTHESES DES TABLES RONDES ELABOREES PAR LES PRESIDENTS

TABLE RONDE 1: LA NUTRITION DANS LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT POUR L'APRES-2015:

Le co-président de la Table ronde 1, Peniston, a indiqué que cette table ronde a souligné l'importance de la nutrition dans les ODD et a examiné des voies et moyens pratiques permettant de s'assurer que la nutrition soit suffisamment reflétée dans le programme de développement pour l'après 2015. Elle a souligné que le coût de la prévention de la malnutrition est plus faible que celui du traitement de ses conséquences, et que l'investissement dans la nutrition a des rendements économiques élevés.

Peniston a rapporté que la table ronde a, entre autres, appelé les diverses institutions de l'ONU à réexaminer les propositions d'ODD et d'indicateurs, à envisager des objectifs plus ambitieux et à élaborer des systèmes plus robustes pour la mesure des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de nutrition, aux niveaux local, national et mondial.

TABLE RONDE 2: AMELIORER LA COHERENCE DES POLITIQUES EN MATIERE DE NUTRITION:

Le co-président Radziewicz-Winnicki a présenté un rapport sur cette table ronde, mettant en relief les réussites enregistrées par de nombreux pays, comme le Brésil, avec son Initiative zéro famine, qui a sorti 36 millions de brésiliens de la pauvreté. Il a précisé qu'il n'existait pas d'approche « de taille unique » applicable à tous, et que les politiques doivent également prendre en compte les circonstances nationales et les milieux culturels particuliers.

Radziewicz-Winnicki a indiqué que le groupe a recommandé la participation de toutes les parties et tous les secteurs de la société, y compris la société civile et le secteur privé, en vue de générer des ripostes efficaces permettant de combattre la malnutrition sous toutes ses formes. Il a également souligné l'importance d'une réglementation garantissant que la santé publique ne soit pas « l'otage du profit économique, » à travers la mise en place de cadres nationaux de responsabilisation pour le secteur privé.

TABLE RONDE 3: GOUVERNANCE ET IMPUTABILITE EN MATIERE DE NUTRITION: Le co-président de la table ronde 3, Hans Brattskar, a présenté les conclusions de cette table ronde. S'agissant du groupe sur la gouvernance de la nutrition, il a indiqué que la nutrition est devenue « l'affaire de tous et la responsabilité de personne », notant le manque de clarté quant à savoir qui est responsable de la nutrition dans les structures de gouvernance existantes. Il a signalé que la possibilité de créer une nouvelle organisation internationale a été examinée, mais que beaucoup ont convenu que les ressources seraient mieux utilisées pour le soutien et la mise à niveau des mécanismes de gouvernance disponibles.

Il a souligné les recommandations émises dans ce groupe, y compris: répondre aux besoins et respecter les droits des personnes; adopter une approche multipartites impliquant les acteurs des divers secteurs et autres intervenants pour la réalisation des objectifs de la nutrition; reconnaître que le travail sur l'amélioration de la nutrition doit être politique et non partisan; et ancrer les objectifs de nutrition dans les ODD.

Au sujet du groupe sur l'imputabilité en matière de nutrition, Brattskar a déclaré que « l'imputabilité » est souvent difficile à déterminer encore plus difficile à mesurer. Il a indiqué que les conclusions du groupe ont souligné, entre autres: que le progrès dans le domaine de la nutrition dépend de la responsabilité; que les mécanismes disponibles de reddition de comptes doivent être renforcés; que les accords mondiaux constituent une référence utile pour les résultats relatifs à la nutrition, au niveau national; qu'il est nécessaire de parvenir à un accord sur les indicateurs, de collecter des données et de renforcer les systèmes d'information; et que des efforts doivent être fournis pour intégrer la nutrition, de manière plus importantes, dans les ODD.

Tous les résumés sont disponibles à l'adresse: <http://www.fao.org/about/meetings/icn2/friday-21-novembre/en/>

CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE

Oleg Chestnov, sous-directeur général, département des MNT et de la santé mentale, OMS, a souligné la « contribution colossale » que le directeur général de la FAO, Graziano da Silva, a apportée à la conférence. Il a fait état de la présence de près de 100 ministres à la conférence.

Pour clôturer, Graziano da Silva a souligné la présence d'environ 2 200 participants venus de 170 pays, dont 85 ministres, 23 vice-ministres, 100 parlementaires, 150 représentants de la société civile, 100 représentants du secteur privé, 30 institutions des Nations Unies et 500 journalistes. Il a parlé de la nécessité d'un financement adéquat permettant de mettre le Cadre d'action en pratique. Il a évoqué les prochaines réunions à venir, qui comprennent la proclamation d'une décennie d'action pour la nutrition et l'Édition 2015 de l'exposition universelle de Milan, qui est organisée avec le soutien des Nations Unies. Il a déclaré que le « temps est venu pour une action audacieuse pour relever le défi zéro famine et pour assurer une nutrition adéquate pour tous ».

Le vice-président de la CNI2, Ahmed Al-Bakri, a remercié les donateurs qui ont contribué à la conférence, y compris l'UE, Espagne, l'Allemagne, l'Italie, la Norvège, la Fédération de Russie et la Suisse. Il a déclaré que les participants vont quitter la conférence avec un engagement et un gage en faveur des générations futures. Il a clos la CIN2 à 14h15.

LES DOCUMENTS FINAUX DE LA CONFÉRENCE

DECLARATION DE ROME SUR LA NUTRITION: La Déclaration réaffirme les engagements pris, notamment, à la CIN1 en 1992, aux Sommets mondiaux de l'alimentation en 1996 et 2002 et au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire en 2009. Elle réaffirme, en outre, que tout le monde a le droit d'accéder à une alimentation saine, suffisante et nutritive, conformément au droit à une alimentation adéquate et au droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim. Au sujet des multiples défis que la malnutrition pose à un développement inclusif et durable et à la santé, le document stipule, entre autres, que la malnutrition non seulement affecte la santé et le



G-D: José Graziano da Silva, directeur général de la FAO, et Ahmed Al-Bakri, sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture, Oman

bien-être des gens, mais pose aussi, aux Etats, un lourd fardeau sous forme de retentissements socio-économiques, et que ses causes profondes sont multidimensionnelles.

Au sujet de l'adoption d'une vision commune pour une action mondiale visant à mettre fin à toutes les formes de la malnutrition, le document réaffirme, entre autres, que l'élimination de la malnutrition est impérative pour des raisons d'ordre sanitaire, éthique, politique, économique et social.

La Déclaration reconnaît, entre autres, que la part de l'aide publique au développement destinée à la nutrition devrait compléter les stratégies, politiques et programmes nutritionnels nationaux, et que le droit à l'alimentation doit être promu par la mise en place de systèmes alimentaires durables, équitables, accessibles, résilients et divers. Elle reconnaît aussi que les gouvernements devraient protéger les consommateurs, en particulier les enfants, des pratiques de marketing et publicitaires inappropriées.

La Déclaration comprend 10 engagements portant, entre autres, sur: l'éradication de la faim et la prévention de toutes les formes de malnutrition; l'inversement des tendances à la hausse des surpoids, de l'obésité et des maladies non transmissibles liées à l'alimentation; le renforcement des systèmes alimentaires durables à travers la mise en place de politiques publiques cohérentes dans les domaines de la production et de la consommation; l'accès des gens à des choix alimentaires éclairés; et le renforcement de la visibilité de la nutrition.

Elle appelle la FAO et l'OMS à appuyer les gouvernements dans l'élaboration et la mise en application de politiques de lutte contre la malnutrition; et recommande à l'AGNU, d'entériner la Déclaration de Rome sur la nutrition et le Cadre d'action d'accompagnement, et d'envisager la proclamation de la décennie 2016-2025, Décennie d'action pour la nutrition.

LE CADRE D'ACTION: Le Cadre d'action est volontaire et fournit une liste de 60 recommandations d'ordre politique et stratégique à l'usage des gouvernements dans leurs efforts visant à améliorer la nutrition.

Le Cadre d'action comprend également des recommandations appelant à:

- des environnements propices à une action efficace;
- des systèmes alimentaires durables visant à promouvoir une alimentation saine;
- un commerce international et des investissements visant à améliorer la disponibilité et l'accès à l'approvisionnement alimentaire, à travers des accords et des politiques commerciales appropriées, en veillant à ce que ces accords et politiques n'aient pas d'impact négatif sur le droit à une nourriture suffisante;
- des programmes d'éducation et d'information nutritionnelles, y compris des programmes d'amélioration des curricula scolaires et l'étiquetage;

- la protection sociale, y compris l'utilisation de transferts monétaires et alimentaires et de programmes de repas scolaires;
- des systèmes de santé solides et résilients, y compris, la promotion de la couverture maladie universelle;
- la promotion, la protection et le soutien de l'allaitement maternel;
- le traitement des déchets alimentaires;
- le traitement des problèmes de retard de croissance, surpoids et obésité chez l'enfant, y compris la régulation de la commercialisation d'aliments et de boissons non alcoolisées aux enfants;
- le traitement de l'anémie chez les femmes en âge de procréer;
- des services de santé consacrés à l'amélioration de la nutrition;
- l'assainissement de l'eau et l'hygiène, y compris l'engagement à atteindre l'accès universel à l'eau potable salubre; et
- la sécurité alimentaire et la résistance antimicrobienne.

Enfin, le cadre comprend des recommandations portant sur la responsabilité des gouvernements, qui les encouragent à établir, pour le domaine de la nutrition, des objectifs qui soient en phase avec le calendrier de mise en application (2016-2025) et avec les objectifs relatifs à la nutrition globale et aux MNT, établis par l'Assemblée mondiale de la Santé. Il recommande, en outre, la conduite d'un suivi à travers les mécanismes existants et la présentation de rapports sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements pris dans la Déclaration de Rome, à compiler conjointement par la FAO et l'OMS, en collaboration avec d'autres institutions pertinentes.

BRÈVE ANALYSE DE LA CIN2

La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) a marqué en ce 21^e siècle, le fait que pour la première fois, la communauté internationale se soit réunie dans un processus intergouvernemental autour de la question de la nutrition. La conférence est remarquable parce qu'elle a reconnu que l'amélioration de la nutrition est une question qui va au-delà réduction de la pauvreté et de la faim. Son résultat, la Déclaration de Rome sur la nutrition et le cadre d'action qui l'accompagne, présente un message unifié de la part de la communauté de l'alimentation et de la nutrition. Il inaugure aussi une ouverture vers ce que beaucoup espèrent voir mener à la proclamation de la décennie 2016-2025, Décennie d'action mondiale pour la nutrition, et à une détermination renouvelée de la communauté internationale, d'éradiquer la malnutrition dans le monde.

En tant que plate-forme pour la fourniture de recommandations stratégiques fondées sur des visions communes des principales institutions alimentaires sanitaires et agricoles, la CIN2 s'est avérée une occasion unique et opportune pour influencer les processus d'un certain nombre d'instances politiques, y compris le programme de développement pour l'après 2015 et les objectifs de développement durable (ODD), qui doivent être adoptés fin 2015.

La présente analyse examine brièvement la CIN2 et la manière dont elle peut contribuer au débat sur la nutrition mondiale en mutation, y compris la façon dont son résultat pourrait contribuer au processus du programme de développement pour l'après 2015.

LA TENDANCE EVOLUTIVE DE LA NUTRITION

Il y a vingt ans, la politique alimentaire était axée sur un programme étroit et simple, visant l'amélioration plutôt de la quantité que la qualité. A la CIN1 en 1992, par exemple, les discussions étaient concentrées sur l'idée d'un traitement adéquat du problème de la faim à travers l'intensification, au niveau des pays et au niveau mondial, des mesures visant à faire face. De manière générale, les objectifs de nutrition ont

été, la plupart du temps, spécifiés pour certaines franges de la population, comme celles vivant dans l'extrême pauvreté, les femmes enceintes et les nouvelles mères.

En outre, historiquement, les thèmes de sécurité alimentaire et d'agriculture durable étaient abordés séparément. Cette approche en vase clos a présenté des défis importants au traitement du problème de la nutrition. Lorsque Rio+20 s'est réunie en 2012 pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs et d'autres encore, il a été reconnu que les efforts fournis dans le cadre de la politique alimentaire, manquant de cohésion. Dans leur propre évaluation, la FAO et l'OMS ont qualifié les avancées réalisées, depuis la CIN1, dans la lutte contre la faim et la dénutrition, de « inégales et trop lentes », à cause, en partie, d'un manque de politiques coordonnées.

En réponse à ces défis, les politiques liées à la nutrition ont élargi leur portée, sont devenues plus nuancées et ont englobé de nouveaux défis posés en matière de nutrition. La malnutrition est désormais définie comme incluant: la sous-alimentation (pas assez de calories), la sous-nutrition (des carences en micronutriments) et la suralimentation (calories excessives). Surmonter la malnutrition ne consiste plus à produire simplement davantage de nourriture, mais aussi à produire des aliments plus sains, à valeur nutritive plus élevée et plus appropriée. En résultat de quoi, l'appel commun lancé à la CIN2 était de rendre l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire plus « sensible à la nutrition », dans les stades, à la fois, de production, de commercialisation, de distribution, d'éducation des consommateurs, en mettant l'accent sur le contenu nutritionnel des aliments.

A cette réunion, les discussions ont également mis en exergue les liens entre la nutrition, la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, de nombreux intervenants appelant à une approche de systèmes alimentaires axés sur le paramètre nutritionnel. Avancer dans la réduction de la malnutrition, exige l'édification de passerelles entre de multiples secteurs. Nonobstant l'engagement d'une dynamique claire pour ce faire, des tensions et des intérêts et des priorités différentes ont émergé de manière évidente. Par exemple, ceux qui sont focalisés sur une production alimentaire maximale ne perçoivent pas les problèmes, telles que l'obésité, le gaspillage, les déchets alimentaires et autres, comme des priorités. Certains ont également souligné l'importance de répondre aux préoccupations environnementales dans le cadre de cette approche. En fin de compte, le développement durable ne peut être atteint sans aborder la politique alimentaire et les contributions que les résultats du débat nutritionnel peuvent apporter à la production alimentaire.

La conférence a souligné, en outre, le besoin urgent d'aborder le degré omniprésent et « inacceptable » de la faim qui existe encore partout dans le monde. Mais, comme cela a été affirmé, les questions de sécurité alimentaire et de nutrition peuvent être traitées ensemble. La réalisation de l'une ne doit pas se faire au détriment de l'autre.

Ce changement de discours sur la politique alimentaire nécessite un changement de paradigme, pour passer à un autre qui privilégie, tout à la fois, la nutrition, la sécurité alimentaire et l'agriculture durable. Comme entendu à la conférence, cette nouvelle approche doit également reconnaître les coûts associés à la malnutrition chronique, y compris ceux médicaux et via les pertes de productivité d'une population malade.

UN PAYSAGE POLITIQUE EN MUTATION

Au soulagement de beaucoup, les documents finaux ont été négociés et un consensus y a été atteint avant la conférence, ainsi les délégués ont pu se concentrer plutôt sur les mesures prises au niveau national et leur mise en application, que sur des négociations. La Déclaration et le Cadre d'action contiennent 10 engagements et 60 recommandations, et sont considérés, par beaucoup, comme présentant une approche suffisamment souple de l'éradication de la malnutrition. Sachant qu'aucun objectif précis n'a été fixé, certains ont souligné que cela saurait entraver la progression dans le bon sens car, comme l'a formulé un participant, « les objectifs ont tendance à être irréalistes et pas facilement réalisables ». Ainsi, les pays peuvent mettre en application les résultats d'une

manière adaptée à la situation nationale. Dans l'ensemble, La CIN2 est jugée comme ayant été remarquable pour avoir franchi un premier pas vers l'accroissement de la visibilité de la nutrition au sein de la communauté internationale, et pour avoir donné l'occasion d'exercer un impact et une influence sur d'autres forums.

L'année prochaine, les décideurs franchiront les dernières étapes vers la conclusion des travaux sur le programme de développement pour l'après 2015, y compris un ensemble d'ODD, domaine dans lequel les parties prenantes souhaitent voir les résultats de la CIN2 avoir un impact significatif. Les propositions d'ODD sont au nombre de 17 assortis de 169 cibles intermédiaires à atteindre. Cependant, seul l'ODD2 proposé (éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable) mentionne spécifiquement la nutrition, même si d'autres propositions de cibles intermédiaires se réfèrent à la mortalité due à des maladies non transmissibles et aux gaspillages et déchets alimentaires. Certains estiment que la nutrition devrait figurer en tant qu'objectif autonome à part entière et être mieux intégrée dans les cibles à atteindre.

Les participants ont, à plusieurs reprises, souligné la possibilité d'influencer les négociations menées autour du programme de développement pour l'après 2015 et de s'assurer que la nutrition et ses fonctions figurent en bonne place dans l'ordre du jour. Toutefois, aucune déclaration ou feuille de route claire n'a été élaborée sur la façon dont cela pourrait se faire. La Déclaration recommande simplement à l'Assemblée générale de l'ONU d'entériner le résultat de la CIN2.

Une autre question qui a bénéficié de beaucoup d'attention à la CIN2, était celle de la gouvernance de la nutrition. Comme l'a fait observer un participant, la nutrition « n'a pas de foyer » au sein de la communauté internationale, un thème récurrent lors de la réunion. Les étapes à venir s'appuieront sur l'exploitation et la fusion des travaux interconnectés et interinstitutionnels menés sur la nutrition, la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, chose qui nécessitera beaucoup de coordination politique. Beaucoup ont réaffirmé que ce qui doit être fait est clair, mais que ce qui est nécessaire pour y arriver est le leadership politique. Il semble qu'au sein de la communauté de la politique alimentaire, aucun acteur n'est prêt à assumer la responsabilité de l'effort gigantesque nécessaire à la gouvernance de la nutrition au 21^{ème} siècle, bien que la FAO, le PAM, l'OMS, le SCF et UNSCN semblent être d'aptes prétendants. La conférence a été importante en ce sens qu'elle a révélé la nécessité d'une gouvernance de la nutrition et qu'elle a mis sous les feux de la rampe, les différents organismes au sein desquels des travaux sur la nutrition sont en menés.

Un certain nombre de participants ont reconnu le rôle de longue date du CFS en tant que plate-forme inclusive dirigée par les gouvernements et en tant que choix logique pour être chef de file dans le domaine de la nutrition. En termes d'expérience, la FAO et le PAM ont mené les consultations thématiques sur la faim, la sécurité alimentaire et l'agriculture durable dans le processus pour l'après 2015. A elle seule, l'OMS contribue de manière unique à la gestion du « double fardeau » de la malnutrition. Dans les coulisses, cependant, quelques participants ont révélé qu'entre les différentes institutions traitant actuellement de la nutrition, une atmosphère de compétition a contribué à la création des obstacles qui entravent actuellement la gouvernance, ainsi que la cohésion et, finalement, la capacité de réaliser davantage de progrès.

Une autre option potentielle pour la gouvernance, la mise en place, au sein de l'ONU, d'un nouveau cadre juridique sur la nutrition, a également été mentionnée. Mais, cette option a été contestée par beaucoup, qui ont soutenu que les ressources doivent plutôt être canalisées vers le renforcement et la mise en place des institutions disponibles, au lieu d'être dépensées pour la création de nouvelles. L'option a également suscité des préoccupations chez nombre de représentants de la société civile, qui ont évoqué la présence et l'influence du secteur privé

au sein de l'UNSCN, institution qui, dans l'esprit de certains d'entre eux, pourrait jouer un rôle de premier plan dans un tel cadre.

Lors de la réunion, des conférenciers ont également souligné les problèmes qui se posent au niveau de l'imputabilité et de la responsabilité, et qui découlent, en partie, du manque de disponibilité et de l'accès insuffisant aux données, chose qui entrave considérablement la capacité de mesurer et de suivre l'état d'avancement des objectifs de nutrition. Plus précisément, la difficulté que posent les définitions de la nutrition, qui ont des interprétations larges, le retraçage des dépenses du gouvernement sur la nutrition et le suivi de la réalisation des objectifs au niveau des pays en fait autant de domaines à revoir et à résoudre. Alors que les gouvernements sont encouragés à faire preuve de leadership dans le domaine de la nutrition, « sans mesurer, nous sommes en train de deviner », comme l'a dit un participant, insistant encore sur l'impératif de données disponibles. Aborder ces lacunes et d'autres encore est nécessaire pour que des améliorations à grande échelle aient lieu. Ces appels étaient renforcés par le premier Rapport mondial sur la nutrition qui a été publié durant la CIN2 et qui a identifié la responsabilité comme étant une priorité clé pour la réduction de la malnutrition dans le monde.

LA VOIE À SUIVRE

La nutrition au 21^{ème} siècle est maintenant reconnue, à la fois, en tant que contribution au, et en tant que résultat du, développement. Le but de la CIN2 était, entre autres, de favoriser le renouvellement de l'accent sur la nutrition. Le simple fait que la conférence ait eu lieu, a constitué une étape importante, comme l'a expliqué un participant. Elle a réuni un large éventail d'acteurs, a exposé les défis paradoxaux que posent les politiques de nutrition et le double fardeau de la malnutrition, et a ouvert, pour la nutrition, la voie de continuer à être abordée en tant que préoccupation interinstitutionnelle. De nombreux participants ont exprimé espoir et optimisme quant à l'amélioration de la gouvernance de la nutrition et quant à la poursuite et au renforcement de la collaboration conjointe entre les institutions internationales, y compris la FAO et l'OMS.

La lutte contre la faim, les carences en micronutriments et la suralimentation, exige des mécanismes d'analyse intégrée sophistiqués, ainsi que la responsabilité et la gouvernance dans tous les secteurs. Beaucoup prévoient que ce processus difficile bénéficiera d'une intégration robuste de la nutrition dans le programme de développement pour l'après 2015. Mais trouver, pour la nutrition un « foyer » au sein d'une structure de gouvernance reste essentiel, et la CIN2 a souligné encore plus, cet impératif.

La CIN2 a déjà porté ses fruits, comme en témoigne l'effort de collaboration qu'il a fallu pour réunir la CIN2. Espérons que la dynamique créée par la conférence se poursuivra avec l'injection d'une nouvelle énergie apte à faire avancer le travail important à accomplir pour l'amélioration de la nutrition. Sans doute, comme l'a dit le Pape Francis aux participants de la CIN2, « l'esprit de fraternité peut être décisif dans la recherche des solutions appropriées ».

RÉUNIONS À VENIR

Forum mondial de l'OCDE sur l'environnement: Nouvelles perspectives pour le complexe eau-énergie-alimentation: Ce forum offrira aux experts de haut niveau de la politique, aux dirigeants du secteur privé et aux représentants gouvernementaux de l'OCDE et des pays partenaires une plate-forme pour l'exploration des voies et moyens dont les pays peuvent aligner des objectifs politiques permettant de procéder à des réformes cohérentes dans les domaines de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation. Le Forum s'ouvrira avec une réunion de haut niveau du Dialogue mondial sur la sécurité de l'eau et la croissance durable. **dates:** 27-28 novembre 2014

lieu: Siège de l'OCDE, Paris, France **contact:** Kate Eklin
téléphone: +33 1 45 24 98 62 **courriel:** nexus@oecd.org **www:**
<http://www.oecd.org/env/resources/nexus.htm>

Édition 2014 de la réunion sur la sécurité alimentaire:
les décideurs supérieurs et chefs d'entreprise y procéderont à une cartographie des risques auxquels est confronté le système alimentaire mondial, à l'analyse de l'impact potentiel et à l'identification des priorités d'action. La discussion examinera ce qui est nécessaire à faire en termes de politique nationale, de coopération internationale et de nouvelles pratiques dans les affaires, pour atténuer ces risques et trouver des moyens rentables d'assurer un système alimentaire plus résilient. **date:** 1-2 décembre 2014 **lieu:** Chatham House **lieu:** Londres, Royaume-Uni **contact:** Press Office of Chatham House **téléphone:** +44 20 7957 5739 **courriel:** pressoffice@chathamhouse.org **www:** <http://www.chathamhouse.org/conferences/foodsecurity2014>

Édition 2014 du Sommet sur le changement climatique et la santé: Organisé en parallèle avec la 20^e session de la Conférence des Parties (CdP 20) à la CCNUCC, le troisième Sommet annuel sur le changement climatique et la santé sensibilisera aux effets négatifs du changement climatique sur la santé et aux potentialités de l'atténuation de créer un « monde plus propre, plus sain et plus équitable ». L'Alliance mondiale sur le climat et la santé, organisatrice du Sommet, espère galvaniser la communauté internationale de la santé à l'avance de l'AGNU et de la CdP 21 prévues en 2015. **date:** 6 décembre 2014 **lieu:** Swissotel, Miraflores, Av. Santo Toribio 173-Via Central, Centro Embresarial Real Via Principal 150, Lima 27 **lieu:** Lima, Pérou **contact:** Global Climate and Health Alliance Secretariat **courriel:** info@climateandhealthalliance.org **www:** <http://www.climateandhealthalliance.org/summit-cop20/climate-and-health-summit>

Deuxième réunion du Groupe de travail des RPGAA pour l'amélioration du fonctionnement des SML: Organisé par le Secrétariat du Traité international sur les ressources phyto-génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (RPGAA), le Groupe de travail spécial à composition non limitée, chargé d'améliorer le fonctionnement du système multilatéral (SML) d'accès et de partage des avantages poursuivra l'examen de mesures visant à augmenter les paiements et contributions des utilisateurs, au Fonds pour le partage des avantages. La réunion sera précédée par des consultations régionales et interrégionales, qui se tiendront le 8 décembre 2014. **dates:** 9-11 décembre 2014 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** ITPGR Secretariat **téléphone:** +39 06 570 53441 **télécopie:** +39 06 570 56347 **courriel:** pgrfa-treaty@fao.org **www:** <http://www.planttreaty.org/content/second-meeting-ad-hoc-ope...>

Séminaire d'avant la 15^e CRGAA « vers l'état de la biodiversité mondiale pour l'alimentation et l'agriculture »: Organisé juste avant la 15^e session ordinaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CRGAA), ce séminaire se concentrera sur la biodiversité et la sécurité alimentaire. **date:** 17 janvier 2015 **lieu:** Rome, Italie **contact:** FAO Secretariat **téléphone:** +39 06 5705 4981 **fax:** +39 06 5705 5246 **courriel:** cgrfa@fao.org **www:** <http://www.fao.org/nr/cgrfa/cgrfa-meetings/en/>

15^e CRGAA: La 15^e session ordinaire de la CRGAA (CRGAA 15) se réunira pour poursuivre ses discussions sur: les questions intersectorielles; les ressources génétiques animales, forestières et végétales; et la coopération avec d'autres organisations internationales. **dates:** 19-23 janvier 2015 **lieu:** Rome, Lazio **contact:** FAO Secretariat **téléphone:** +39 06 5705 4981 **fax:** +39 06 5705 5246 **courriel:** cgrfa@fao.org **www:** <http://www.fao.org/nr/cgrfa/cgrfa-meetings/en/>

Débat thématique de haut niveau sur les moyens d'exécution du programme de développement pour l'après 2015: Le président de la 69^{ème} AGNU convoquera ce débat thématique, qui se concentrera sur les voies et moyens de mobiliser des ressources nécessaires à la transformation des aspirations du programme de développement pour l'après 2015

en réalités. Il aborderait les questions de financement, de mise au point et de transfert de technologie, et de renforcement des capacités. Le débat portera également sur l'investissement dans le financement de la lutte contre le changement climatique, dans le développement rural, dans les infrastructures, dans la protection des biens communs mondiaux et dans les secteurs sociaux. **date:** 2 février 2015 [*provisoire*] **lieu:** Siège de l'ONU **lieu:** New York, Etats-Unis **contact:** Office of the President of the UNGA **www:** <http://www.un.org/pga/statements/opening-69th-session/>

Édition 2015 de la Journée mondiale de la Santé:
L'édition 2015 de la Journée mondiale de la Santé mettra l'accent sur la sécurité alimentaire. **date:** 7 avril 2015 **www:** <http://www.who.int/campaigns/world-health-day/2015/event/en/>
68^e Assemblée mondiale de la Santé (AMS): L'AMS, organe décisionnel suprême de l'OMS, se réunit chaque année à Genève. Y prennent part des délégations de tous les Etats Membres de l'OMS. Elle se concentra sur un programme de santé spécifique préparé par le Conseil exécutif. **date:** mai 2015 (à confirmer) **lieu:** OMS **lieu:** Genève, Suisse **téléphone:** +41 22 791 2222 **contact:** mediainquiries@who.int **www:** http://www.who.int/mediacentre/events/2014/wha67/how_wha_works/en/

Expo 2015: Nourrir la planète, Energie pour la vie:
L'Expo 2015 « Nourrir la planète, Energie pour la vie » se tiendra sous le thème, « Reconnaissance du rôle de l'alimentation et de la nutrition dans le développement durable ». L'événement mettra également l'accent sur des thèmes connexes, y compris l'amélioration de la qualité de l'alimentation et de la sécurité alimentaire, la garantie d'une alimentation saine et de haute qualité, et la promotion de l'innovation dans les pratiques de recherche, de technologie et d'affaires. **dates:** du 1^{er} mai au 31 octobre 2015 **lieu:** Expo - Milano 2015 **lieu:** Milan, Italie **contact:** Expo 2015 Planning Office **téléphone:** +39 02 89459400/499 **www:** <http://www.expo2015.org/en/index.html?packedargs=op=changeLang>

39^e session de la Conférence de la FAO: A la 39^e session de la Conférence de la FAO, les participants détermineront la politique, approuveront le budget de l'Organisation, et formuleront des recommandations concernant les questions relatives à l'alimentation et à l'agriculture. **dates:** 6-13 juin 2015 **lieu:** FAO **lieu:** Rome, Italie **courriel:** FAO-Conference@fao.org **téléphone:** +39 06 57051 **fax:** +39 06 570 53152 **www:** <http://www.fao.org/unfao/govbodies/gsbhome/conference/en/>

GLOSSAIRE

CIN	Conférence internationale sur la nutrition
CSA	Comité sur la sécurité alimentaire mondiale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
MNT	Maladies non-transmissibles
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
SUN	Scaling Up Nutrition
UNGA	United Nations General Assembly
UNSCN	Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition